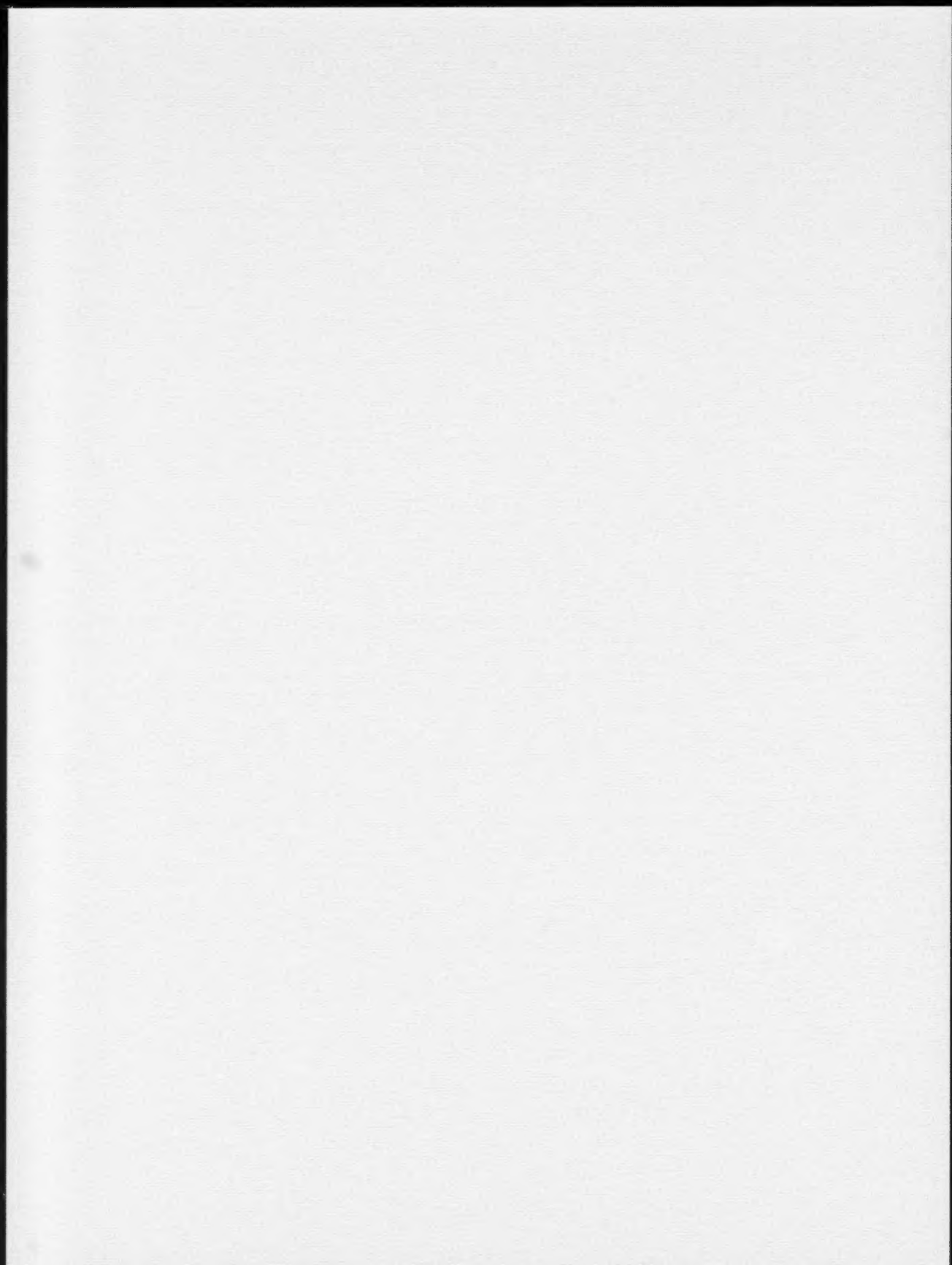


Commission du  
droit d'auteur  
du Canada



Rapport annuel • 2011-2012



Copyright Board  
Canada



Commission du droit d'auteur  
Canada

L'honorable Christian Paradis, c.p., député  
Ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

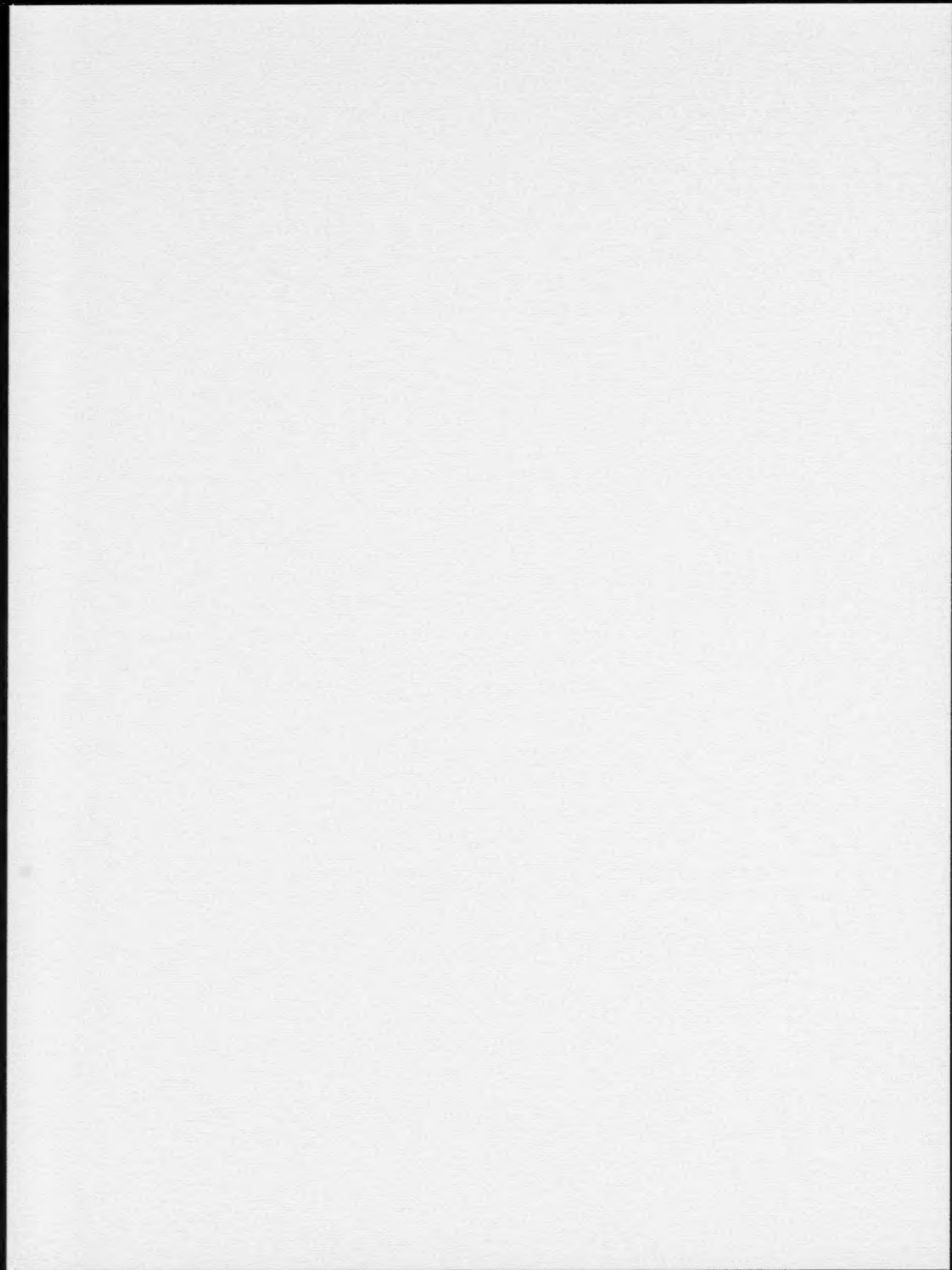
J'ai l'honneur de vous transmettre pour dépôt au Parlement, conformément à l'article 66.9 de la *Loi sur le droit d'auteur*, le vingt-quatrième rapport annuel de la Commission du droit d'auteur du Canada pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2012.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Vice-président  
et premier dirigeant,

A handwritten signature in dark ink, reading "Claude Majeau".

Claude Majeau



# Table des matières



MESSAGE DU PRÉSIDENT .....	5
MANDAT DE LA COMMISSION .....	6
CONTEXTE OPÉRATIONNEL .....	7
RÉGIE INTERNE DE LA COMMISSION .....	9
EXÉCUTION PUBLIQUE DE LA MUSIQUE .....	11
RÉGIME GÉNÉRAL .....	18
PROCÉDURES D'ARBITRAGE .....	27
DROITS ÉDUCATIFS .....	29
RETRANSMISSION DE SIGNAUX ÉLOIGNÉS .....	31
COPIE POUR USAGE PRIVÉ .....	32
TITULAIRES DE DROITS D'AUTEUR INTROUVABLES .....	33
INSTANCES JUDICIAIRES .....	34
ENTENTES DÉPOSÉES AUPRÈS DE LA COMMISSION .....	36





# Commissaires et personnel de la Commission

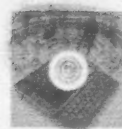


au 31 mars 2012

<b>Président :</b>	L'honorable juge William J. Vancise
<b>Vice-président et premier dirigeant :</b>	M <sup>e</sup> Claude Majeau
<b>Commissaires :</b>	M <sup>e</sup> Jacinthe Thériège M <sup>e</sup> J. Nelson Landry
<b>Secrétaire général :</b>	Gilles McDougall
<b>Avocat général :</b>	M <sup>e</sup> Mario Bouchard
<b>Avocate-conseil :</b>	M <sup>e</sup> Valérie Demers
<b>Directeur de la recherche et de l'analyse :</b>	Raphaël Solomon
<b>Analyste économique :</b>	Elizabeth Robert
<b>Greffier(ère)s adjoint(e)s :</b>	Nadia Campanella Maryse Choquette Roch Levac
<b>Agents au greffe :</b>	Sid J. Bateman Tina Lusignan
<b>Gestionnaire, Services ministériels :</b>	Ivy Lai
<b>Adjointe aux finances et à l'administration :</b>	Joanne Touchette
<b>Agent au soutien technique :</b>	Michel Gauthier



# Message du président



Il s'agit du septième rapport annuel pour lequel j'ai l'occasion de décrire les activités de la Commission lors de la dernière année financière.

En 2011-2012, la Commission a tenu une seule audience, à l'égard de la question de l'immunité de la Couronne qu'ont fait valoir les utilisateurs du Tarif des gouvernements provinciaux et territoriaux d'*Access Copyright*. Cette audience a eu lieu le 27 septembre 2011.

La Commission a rendu trois décisions finales durant l'année financière. La première portait sur le droit de reproduire et d'exécuter des œuvres par les établissements d'enseignement. La seconde portait sur le droit de jouer les enregistrements sonores pour accompagner la danse et la dernière portait sur les œuvres musicales et les enregistrements sonores tels que diffusés par la radio conventionnelle de la SRC.

En outre, la Commission a rendu neuf décisions interlocutoires, soit provisoires, sur requête de modification, ou sur une question préliminaire. Ces décisions portaient sur un arbitrage entre la SODRAC et ARTV, un tarif provisoire pour la copie privée, un tarif provisoire pour certaines utilisations sur Internet (Tarifs de la SOCAN 22.D sur les diffusions Web audiovisuelles et 22.G sur le contenu audiovisuel généré par l'utilisateur), une demande de modification du tarif de danse de Ré:Sonne, la question de l'immunité de la Couronne mentionnée ci-haut, et trois requêtes de modification de même qu'un tarif provisoire à l'égard du Tarif d'*Access Copyright* pour les établissements d'enseignement postsecondaires.

Toutes ces décisions sont décrites en détail dans ce rapport.

Au cours du dernier exercice financier, sept licences ont également été délivrées en vertu des dispositions de la *Loi sur le droit d'auteur* qui permettent l'utilisation d'œuvres publiées pour lesquelles les titulaires de droits d'auteur étaient introuvables.

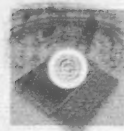
J'ai été invité à représenter la Commission lors d'une session intitulée « *Views from the Judiciary* », dans le cadre du 19<sup>e</sup> congrès annuel sur le droit et la politique de la propriété intellectuelle à l'université Fordham.

En conclusion, je tiens à remercier mes collègues, ainsi que le personnel de la Commission pour leur appui et leur collaboration au cours de cette année très chargée. La Commission a le privilège de pouvoir compter sur des employés dévoués et compétents et, grâce à eux, la notion de service public prend tout son sens. Leur expertise et leur éthique de travail permettent à la Commission de bien mener ses travaux.

L'honorable juge William J. Vancise



# Mandat de la Commission



**C**réée le 1<sup>er</sup> février 1989, la Commission du droit d'auteur du Canada a succédé à la Commission d'appel du droit d'auteur. La Commission est un organisme de réglementation économique investi du pouvoir d'établir, soit de façon obligatoire, soit à la demande d'un intéressé, les redevances à verser pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque la gestion de ce droit est confiée à une société de gestion collective. Par ailleurs, la Commission exerce un pouvoir de surveillance des ententes intervenues entre utilisateurs et sociétés de gestion, délivre elle-même certaines licences lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable, et peut établir l'indemnité à verser par un titulaire de droits à un utilisateur lorsque l'entrée en vigueur d'un nouveau droit risque de porter préjudice à ce dernier.

La *Loi sur le droit d'auteur* (la « *Loi* ») exige que la Commission homologue des tarifs dans les domaines suivants : l'exécution ou la communication publique d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores d'œuvres musicales, la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, la reproduction d'émissions de radio et de télévision par les établissements d'enseignement, et la copie privée. Dans les autres domaines où les droits sont gérés collectivement, la Commission peut, à la demande d'une société de gestion collective, homologuer un tarif. Sinon, la Commission peut agir à titre d'arbitre entre la société et l'utilisateur, si ceux-ci ne peuvent s'entendre sur les modalités d'une licence.

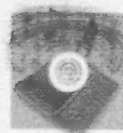
Les responsabilités de la Commission du droit d'auteur du Canada en vertu de la *Loi* sont de :

- homologuer les tarifs pour
  - l'exécution publique et la communication au public par télécommunication d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores;
  - l'accomplissement de tout acte protégé mentionné aux articles 3, 15, 18 et 21 de la *Loi*;
  - la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, ou pour la reproduction et l'exécution publique par des établissements d'enseignement, à des fins pédagogiques, d'émissions ou de commentaires d'actualité et toute autre émission de télévision et de radio;
- fixer les redevances pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées;
- fixer les redevances payables par un utilisateur à une société de gestion, s'il y a mésentente sur les redevances ou sur les modalités afférentes;
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser une œuvre publiée, la fixation d'une prestation, un enregistrement sonore publié ou la fixation d'un signal de communication dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable;
- examiner les ententes conclues entre une société de gestion et un utilisateur et déposées auprès de la Commission par une partie, lorsque le Commissaire de la concurrence estime que l'entente est contraire à l'intérêt public;
- être dépositaire des ententes avec les sociétés de gestion déposées par une des parties à l'entente dans les quinze jours suivant leur conclusion;
- fixer l'indemnité à verser, à l'égard d'actes protégés suite à l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, à la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis.

Finalement, le ministre de l'Industrie peut enjoindre à la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions.







## Historique

C'est en 1925 que la première société canadienne de gestion du droit d'exécution publique, la *Canadian Performing Rights Society* (CPRS), une filiale de la PRS anglaise, a été mise sur pied. En 1931, la *Loi sur le droit d'auteur* était modifiée à plusieurs égards. L'obligation d'enregistrer toutes les cessions de droits était abolie. En lieu et place, obligation était faite à la CPRS de produire une liste des titres de toutes les œuvres faisant partie de son répertoire et de déposer des tarifs auprès du ministre. Ce dernier pouvait mettre en branle un processus d'examen des activités de la CPRS s'il était d'avis que le comportement de la société allait à l'encontre de l'intérêt public. Après une telle enquête, le gouvernement avait le pouvoir d'établir les droits que la société pourrait percevoir.

Deux enquêtes ont été tenues, en 1932 et en 1935. La seconde a recommandé la mise sur pied d'un organisme chargé d'examiner les tarifs pour l'exécution publique de la musique sur une base continue et avant qu'ils entrent en vigueur. En 1936, une modification à la *Loi* a créé la Commission d'appel du droit d'auteur.

La Commission du droit d'auteur du Canada a pris en charge les compétences de la Commission d'appel du droit d'auteur le 1<sup>er</sup> février 1989. Sous réserve de modifications mineures, on a reconduit le régime régissant l'exécution publique de la musique. La nouvelle Commission s'est vue attribuer deux autres domaines de compétence : la gestion collective de droits autres que le droit d'exécution d'œuvres musicales et l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres publiées dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable. Plus tard la même année, la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis* confiait à la Commission la tâche d'établir le montant des redevances à verser pour le nouveau régime de licence obligatoire visant les œuvres retransmises sur des signaux éloignés de radio et de télévision, ainsi que celle de répartir ces redevances.

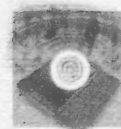
Le projet de loi C-32 (*Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur*), dont la sanction royale a été donnée le 25 avril 1997, a fait en sorte que la Commission est également responsable de l'établissement de tarifs pour l'exécution publique et la communication au public par télécommunication d'enregistrements sonores d'œuvres musicales, au bénéfice des artistes-interprètes et des producteurs de ces enregistrements (« les droits voisins »), de l'établissement de tarifs pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées, au bénéfice des titulaires de droits sur les œuvres, les prestations enregistrées et les enregistrements sonores (« le régime de la copie privée ») et de l'établissement de tarifs pour l'enregistrement (*off-air taping*) et l'utilisation d'émissions de radio et de télévision à des fins pédagogiques (« les droits éducatifs »).

## Les pouvoirs généraux de la Commission

La compétence de la Commission porte sur des aspects de fond et de procédure. Certains pouvoirs lui sont attribués dans la *Loi*, de façon expresse; d'autres lui sont reconnus implicitement par la jurisprudence.

Règle générale, la Commission tient des audiences. Elle peut aussi procéder par écrit pour éviter à un petit utilisateur les dépenses additionnelles qu'entraînerait la tenue d'audiences. On dispose aussi, sans audience, de certaines questions préliminaires ou intérimaires. Jusqu'à maintenant,





la Commission n'a pas tenu d'audiences pour traiter d'une demande de licence d'utilisation d'une œuvre dont le titulaire de droits d'auteur est introuvable. L'information pertinente est obtenue par écrit ou au moyen d'appels téléphoniques.

Le processus d'examen est toujours le même. Un tarif prend effet un premier janvier. Au plus tard le 31 mars précédent, la société de gestion doit déposer un projet de tarif, que la Commission fait paraître dans la *Gazette du Canada*. Les utilisateurs visés par le projet (ou dans le cas de la copie privée, toute personne intéressée) ou leurs représentants peuvent s'opposer au projet dans les soixante jours de sa parution. La société de gestion et les opposants présentent leurs arguments oraux et écrits. Après délibérations, la Commission homologue le tarif, le fait paraître dans la *Gazette du Canada* et fait connaître par écrit les motifs de sa décision.

### Les principes et contraintes qui influencent les décisions de la Commission

Plusieurs balises viennent encadrer le pouvoir d'appréciation de la Commission. La source de ces contraintes peut être externe : loi, règlements et décisions judiciaires. D'autres lignes de conduite sont établies par la Commission elle-même, dans ses décisions.

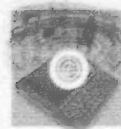
Les décisions de justice ont pour une large part défini le cadre juridique à l'intérieur duquel la Commission exerce son mandat. Pour la plupart, ces décisions portent sur des questions de procédure ou appliquent les principes généraux du droit administratif aux circonstances particulières de la Commission. Cela dit, les tribunaux judiciaires ont aussi établi plusieurs principes de fond auxquels la Commission est soumise.

La Commission dispose aussi d'une mesure importante d'appréciation, particulièrement lorsqu'il s'agit de questions de fait ou d'opportunité. Dans ses décisions, la Commission a elle-même mis de l'avant certains principes directeurs. Ils ne lient pas la Commission. On peut les remettre en question à n'importe quel moment, et le fait pour la Commission de se considérer liée par ceux-ci constituerait une contrainte illégale de sa discrétion. Ces principes servent quand même de guide tant pour la Commission que pour ceux qui comparaissent devant elle. Sans eux, on ne saurait aspirer au minimum de cohérence essentielle à tout processus décisionnel.

Parmi les principes que la Commission a ainsi établis, certains des plus constants sont : la cohérence interne des tarifs pour l'exécution publique de la musique, les aspects pratiques tels que la facilité d'administration afin d'éviter d'avoir recours à des structures tarifaires dont la gestion serait difficile dans un marché donné, la recherche de pratiques non discriminatoires, l'usage relatif d'œuvres protégées, la prise en compte de la situation canadienne, la stabilité dans l'établissement de structures tarifaires afin d'éviter de causer un préjudice, ainsi que les comparaisons avec des marchés de substitution et avec des marchés étrangers.



# Régie interne de la Commission



**L**es commissaires sont nommés par le gouverneur en conseil à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, renouvelable une seule fois.

La *Loi* précise que le président doit être un juge, en fonction ou à la retraite, d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district. Celui-ci dirige les travaux de la Commission et répartit les tâches entre les commissaires.

La *Loi* désigne le vice-président comme le premier dirigeant de la Commission. À ce titre, il assure la direction de la Commission et contrôle la gestion de son personnel.

## Président



**L'honorable William J. Vancise**, juge de la Cour d'appel de la Saskatchewan, a été nommé président de la Commission à temps partiel en mai 2004. Son mandat a été reconduit en 2009 pour cinq ans.

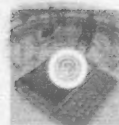
M. le juge Vancise est entré en fonction à la Cour du Banc de la Reine en 1982 puis en novembre 1983, à la Cour d'appel de la Saskatchewan, où il siège toujours. En 1996, il a été nommé juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Bachelier en droit de l'Université de la Saskatchewan en 1960, M. le juge Vancise a été admis au Barreau de la Saskatchewan en 1961. D'abord associé chez Balfour and Balfour en 1961, il a été nommé partenaire chez Balfour, McLeod, McDonald, Laschuk and Kyle en 1963, cabinet dont il est devenu l'associé directeur en 1972. M. le juge Vancise a reçu le titre de conseil de la Reine en 1979.

## Vice-président et premier dirigeant



**M<sup>e</sup> Claude Majeau** a été nommé Vice-président et premier dirigeant à temps plein en août 2009 pour un mandat de cinq ans. Avant sa nomination, il occupait le poste de Secrétaire général de la Commission du droit d'auteur depuis 1993. Avant de se joindre à la Commission, M<sup>e</sup> Majeau a travaillé au ministère des Communications du Canada de 1987 à 1993 à titre de directeur (Communications et Culture) pour la région du Québec. De 1984 à 1987, il a été chef de cabinet du Sous-ministre du même ministère. Avant 1987, M<sup>e</sup> Majeau a occupé divers postes ayant trait aux industries culturelles et des communications et à la politique publique. M<sup>e</sup> Majeau a obtenu un baccalauréat en droit (LL.B.) de l'Université du Québec à Montréal en 1977. Il est également membre du Barreau du Québec depuis 1979.





## Commissaires



M<sup>re</sup> Jacinthe Théberge a été nommée à temps plein en mai 2007 pour un mandat de cinq ans. Avant de se joindre à la Commission, M<sup>re</sup> Théberge a pratiqué le droit au Centre communautaire juridique de l'Outaouais dans les domaines de droit civil et administratif. Elle a été membre à temps partiel du Tribunal canadien des droits de la personne de 1991 à 2003. Récemment, elle a travaillé en planification stratégique à titre de conseillère et d'analyste dans les secteurs des communications et des technologies de la santé. M<sup>re</sup> Théberge est diplômée de l'Université de Montréal (LL.B. en 1972).



M<sup>r</sup> J. Nelson Landry a été nommé en février 2010 comme commissaire à temps partiel pour cinq ans. Jusqu'à tout récemment, M<sup>r</sup> Landry occupait le poste d'arbitre en propriété intellectuelle. De 2002    2005, il a travaillé à l'Institut canadien de la propriété intellectuelle où il donnait le cours de formation d'agent de brevets – Contrefaçon et validité. En 2003, il a enseigné à temps partiel à l'Université de Montréal et de 1969    2002, M<sup>r</sup> Landry était associé principal au cabinet Ogilvy Renault. M<sup>r</sup> Landry est diplômé de l'Université de Montréal où il a obtenu un baccalauréat   s arts en 1959 et un baccalauréat   s sciences en 1965. Il a également gradué en droit civil à l'Université McGill en 1968 et est membre du Barreau du Québec depuis 1969.

*Note : Des renseignements détaillés concernant les ressources de la Commission, y compris son budget des dépenses, figurent dans son Rapport sur les plans et priorités pour 2012-2013 (Partie III du Budget des dépenses) et dans son Rapport de rendement pour 2011-2012. Ces documents sont ou seront sous peu affichés sur le site Web de la Commission ([www.cda-cb.gc.ca](http://www.cda-cb.gc.ca)).*







## Arrière-plan

Le régime prévu aux articles 67 et suivants de la *Loi* s'applique à l'exécution publique ou la communication au public par télécommunication de la musique. La musique fait l'objet d'une exécution publique lorsqu'elle est chantée ou jouée dans un endroit public, soit dans une salle de concert, un restaurant, un stade de hockey, sur la place publique ou ailleurs. La musique est communiquée au public par télécommunication lorsqu'elle est transmise à la radio, à la télévision ou sur Internet. Les sociétés de gestion perçoivent auprès des utilisateurs les redevances prévues dans les tarifs homologués par la Commission.

## Dépôt de projets de tarifs

Le 30 mars 2012, la Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN) et Ré:Sonne Société de Gestion de la Musique (Ré:Sonne) ont déposé leur projet de tarifs respectif pour l'année 2013; certains tarifs portent sur plusieurs années. Les projets de tarifs déposés par Ré:Sonne incluent des nouveaux tarifs pour les événements sportifs, les spectacles d'humour et de magie, les concerts et les divertissements pour adultes.

## Audiences

Au cours de l'exercice financier, la Commission n'a tenu aucune audience.

## Décisions

Quatre décisions ont été rendues au cours de l'exercice financier, comme suit :

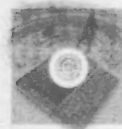
### Le 8 juillet 2011 – Tarifs SOCAN-Ré:Sonne à l'égard de la radio de la SRC, 2006-2011

En décembre 2009, la Commission a tenu des audiences pour déterminer les redevances de la SOCAN et de Ré:Sonne à être payées par la Société Radio-Canada (SRC) pour les années 2006 à 2011. La Commission a examiné si les redevances payées par la SRC devaient être liées à celles payées par les stations de la radio commerciale; elle a conclu qu'elles ne devraient pas l'être. Puisqu'aucune des parties n'a présenté de formule cohérente pour déterminer les tarifs, la Commission a proposé la sienne et a homologué les tarifs qui en découlent.

La SOCAN demandait des redevances de 3 254 561 \$ pour 2006, 3 736 542 \$ pour 2007 et 4 027 525 \$ pour chaque année de 2008 à 2010 (2011 n'a été ajouté qu'après les audiences). Ceci constituait une hausse significative par rapport aux redevances de 1 486 836 \$ homologuées pour 2005. La SOCAN a demandé que la formule utilisée en 1991 pour calculer les redevances applicables à la radio de la SRC soit rétablie. Trois éléments étaient donc à la base de ce que la SOCAN demandait : les redevances que les stations de radio commerciales versent à la SOCAN, l'utilisation que la radio de la SRC fait du répertoire de la SOCAN par rapport à la radio commerciale, et la part d'auditoire de la radio de la SRC par rapport à celle de la radio commerciale. Les augmentations importantes que propose la SOCAN découlent d'augmentations proportionnelles de l'utilisation de musique et de la part d'auditoire.







Ré:Sonne a demandé que la Commission continue d'établir ses redevances en fonction de celles de la SOCAN; toutes les parties ont convenu que cette approche était acceptable.

À l'appui de leurs prétentions, les sociétés de gestion ont déposé une preuve à l'égard de l'évolution de l'utilisation de la musique sur la radio de la SRC, y compris l'utilisation de leur répertoire respectif. Les deux sociétés de gestion ont exprimé des réserves quant à la fiabilité des registres de la radio de la SRC.

La SRC voudrait que les redevances à la SOCAN soient calculées comme un pourcentage de ses frais d'exploitation. Elle s'est opposée à l'utilisation de la formule tarifaire de 1991, en faisant valoir qu'il est injuste de lier le montant des redevances à verser au revenu d'un tiers dont le mandat et le modèle d'affaires sont complètement différents. La SRC a appelé quatre témoins qui ont affirmé qu'il y a des différences clés entre les radiodiffuseurs commerciaux et la SRC. La SRC a également soutenu que la diffusion simultanée de ses signaux hertziens devait être incluse dans le tarif principal.

La Commission a rejeté l'utilisation de la formule de 1991. Elle a conclu que la plupart des assertions qui sous-tendent la formule de 1991 sont désormais critiquables ou tout simplement fausses. La formule utilisait les revenus de la radio commerciale pour déterminer combien devrait payer la SRC; cependant, l'écart entre la radio commerciale et la radio de la SRC est devenu trop grand pour permettre l'utilisation de la formule de 1991 en 2011. La Commission a reconnu le caractère unique de la SRC et admis qu'il fallait en tenir compte dans toute analogie entre celle-ci et la radio commerciale.

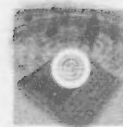
La Commission a rejeté la proposition de la SRC visant à calculer le tarif de la radio en pourcentage de ses frais d'exploitation de la radio. Non seulement cette approche ne permet pas de prendre en compte sa part d'auditoire ou son utilisation de musique, mais elle établit aussi le tarif à partir des dépenses de la SRC plutôt qu'à partir de la valeur de la musique.

La Commission a conclu que les formules tarifaires proposées par chacune des parties sont inadmissibles. La Commission a utilisé le montant que la formule de 1991 a généré comme point de départ parce que, bien qu'ayant rejeté la formule de 1991, rien n'a démontré que l'application de la formule en 1991 a mené à un résultat injuste.

La Commission a ajusté le montant pour tenir compte de l'utilisation de la musique, de l'auditoire et de l'inflation. Elle a d'abord utilisé les données fournies par les sociétés de gestion pour calculer combien de musique la SRC a utilisée en 1991 et en 2008. La Commission a comparé la quantité des « impressions musicales » pour les deux années, définies comme le produit des heures de diffusion (c.-à-d. le nombre de minutes de musique utilisée par la SRC) et le nombre d'heures d'écoute, pour déterminer la redevance appropriée pour 2008. Les redevances pour les autres années ont été déterminées par l'interpolation ou l'extrapolation.

Ensuite, la Commission a considéré que les tarifs de la radio de la SRC devraient croître avec l'inflation. Elle a décidé que l'IPC demeure la meilleure mesure de l'inflation pour préserver le pouvoir d'achat et convenu de recourir à l'IPC de janvier 1991 à décembre 2008, sans correction supplémentaire. Dans le passé, elle a utilisé l'IPC moins un pour cent pour assurer un traitement





équitable entre les utilisateurs de musique et les ayants droit et pour empêcher que le tarif ne soit lui-même une source d'inflation dans un secteur particulier de l'économie. Ces considérations n'étaient plus suffisamment pertinentes pour justifier cette réduction de l'IPC par un pour cent.

Par la suite, la Commission a utilisé le tarif de la SOCAN pour déterminer le tarif de Ré:Sonne. Par analogie à la décision de 1993 sur la retransmission, la Commission a créé le concept des impressions musicales qui mesurent le nombre d'heures passées à écouter de la musique protégée sur les ondes de la radio de la SRC. Les impressions musicales tiennent compte de toute variation dans la quantité de musique écoutée à la SRC, peu importe leur cause. Elles peuvent aussi tenir compte du déplacement de musique aux « stations de musique ». De manière plus importante, la mesure des impressions musicales permet d'exclure de tout calcul la question de la pondération des quatre stations de radio conventionnelle de la SRC.

La Commission a conclu que le ratio des impressions musicales du répertoire de Ré:Sonne à celles de la SOCAN est de 77,32 pour cent. Elle a ajusté le tarif de Ré:Sonne en conséquence.

Enfin, la Commission a rajusté les redevances pour tenir compte de la diffusion simultanée. Elle est convenue avec la SRC que la diffusion simultanée doit être incluse dans le tarif principal, mais a noté qu'elle dispose de bien peu de données sur lesquelles fonder un tarif pour la diffusion simultanée. Elle n'a donc pas établi pour l'instant les redevances pour la diffusion simultanée en fonction des revenus qu'elle génère. La Commission a plutôt calculé que les auditeurs de la diffusion simultanée constituent 1,22 pour cent des auditeurs traditionnels. Les redevances de la SOCAN et Ré:Sonne ont toutes deux été conséquemment majorées.

Après tous les rajustements, les tarifs mensuels ont été fixés à 136 506,30 \$ pour la SOCAN et 105 544,53 \$ pour Ré:Sonne, en 2008. Les taux rétroactifs ont été assujettis à l'intérêt. La Commission a été d'avis qu'il faut généraliser l'utilisation des facteurs d'intérêts. Le tableau suivant montre les paiements annuels pour la SRC.

### Redevances de la SOCAN et de Ré:Sonne

Année	Redevances de la SOCAN	Redevances de Ré:Sonne	Redevances totales
2006	1 587 776,75 \$	1 223 510,57 \$	2 811 287,32 \$
2007	1 605 401,08 \$	1 237 091,54 \$	2 842 492,61 \$
2008	1 643 609,62 \$	1 266 534,31 \$	2 910 143,93 \$
2009	1 669 743,01 \$	1 286 672,21 \$	2 956 415,22 \$
2010	1 704 640,64 \$	1 313 563,66 \$	3 018 204,30 \$
2011	1 738 733,46 \$	1 339 834,93 \$	3 078 568,39 \$





**Le 15 juillet 2011 – Tarif 6.A de Ré:Sonne (Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de danse, 2008-2012)**

Le 30 mars 2007, Ré:Sonne a déposé son premier projet de tarif des redevances à percevoir pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication pour l'utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités physiques ou de danse pour les années 2008 à 2012. Les projets pour les activités physiques et la danse ont été déposés et examinés ensemble mais les deux tarifs ont été scindés à l'étape de la décision.

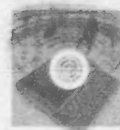
Bien qu'aucune opposition n'ait été déposée auprès de la Commission avant la date butoir, sept parties ont demandé l'autorisation d'intervenir dans la présente affaire près de dix mois plus tard. La Commission leur a accordé le droit d'intervention avec pleins droits de participation. Seules deux parties ont présenté une preuve à l'encontre du projet de tarif pour la danse : l'*Alliance of Beverage Licensees of British Columbia* (ABLE BC), une association commerciale, et l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (CRFA), la plus grande association d'accueil au Canada.

Ré:Sonne proposait un taux mensuel de 3,62 \$ multiplié par la capacité de l'aire de danse. Pour déterminer ce taux, elle utilisait celui qu'elle avait proposé à l'égard des centres d'activité physique, après rajustement en fonction de l'utilisation du répertoire et pour tenir compte des unités de mesure différentes (taux par capacité en personne plutôt que par membre).

Ré:Sonne a présenté le témoignage de deux experts, M<sup>me</sup> Bernardino et M. McHale, qui ont soutenu qu'un tarif juste pour les centres d'activité physique serait de 8 pour cent du revenu, rajusté à 4 pour cent pour l'utilisation du répertoire. Leur prétention comporte trois étapes. D'abord, M<sup>me</sup> Bernardino a calculé la valeur de la musique enregistrée pour les membres des centres d'activité physique en utilisant une enquête et un modèle estimé de choix discrets. Ensuite, M. McHale a utilisé cette valeur pour calculer la valeur de la musique enregistrée pour les centres d'activité physique. Finalement, Ré:Sonne a fait valoir que la musique possède une valeur inhérente plus élevée pour les aires de danse que pour les centres d'activité physique (avant d'ajuster pour le répertoire). Ré:Sonne a ensuite déposé de la preuve à l'égard du revenu moyen des aires de danse, qu'elle a utilisée pour convertir son taux basé sur les revenus à un taux basé sur l'assistance.

ABLE BC a soutenu que les éléments de preuve présentés par Ré:Sonne n'étaient pas représentatifs des aires de danse, parce qu'ils mettaient l'accent sur les boîtes de nuit au lieu de tenir compte des pubs et autres établissements qui seraient aussi visés par le tarif. Les propriétaires des aires de danse ont affirmé qu'ils seraient forcés de réexaminer leur utilisation de musique enregistrée aux fins de danse s'ils devaient payer le tarif. ABLE BC et CRFA ont soutenu que le tarif 18 de la SOCAN (musique enregistrée utilisée aux fins de danse) devrait servir de référence pour celui de Ré:Sonne. ABLE BC a proposé que le taux ne dépasse pas la moitié du tarif 18 de la SOCAN.





La Commission a rejeté la prétention de Ré:Sonne selon laquelle le taux des centres d'activité physique est un point de référence approprié pour celui des aires de danse au motif que leurs modèles d'affaires sont différents et qu'ils font des utilisations différentes de musique. La Commission a également noté que la valeur de la musique pour les aires de danse est plus grande que pour les centres d'activité physique puisque la musique est nécessaire et généralisée dans les premiers alors qu'elle est partielle et optionnelle dans les seconds. Elle a accepté la proposition des opposants d'utiliser le tarif 18 de la SOCAN comme point de référence et d'appliquer une réduction de 50 pour cent pour l'utilisation du répertoire. Elle a noté que bien qu'aucune analyse de l'utilisation du répertoire n'ait été réalisée, le rajustement était acceptable puisque Ré:Sonne et les opposants ne s'y opposent pas.

Pour obtenir le taux, la Commission a donc ajusté le tarif 18 de la SOCAN pour tenir compte de l'utilisation du répertoire et de l'inflation. Les taux annuels homologués sont :

Mois d'opération	Jours d'ouverture	
	1 à 3 jours	4 à 7 jours
6 mois ou moins	151,19 \$	302,38 \$
Plus de 6 mois	302,38 \$	604,76 \$

Ces taux sont majorés par 10 pour cent pour chaque 20 clients de capacité dépassant 100 clients.

**Le 30 janvier 2011 – Tarif 6.A de Ré:Sonne – Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de danse, 2008-2012 (demande de modification)**

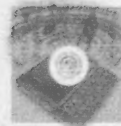
Le 12 décembre 2011, *Montage Management Inc.* a demandé à la Commission de modifier le Tarif 6.A de façon à ce que les montants dus selon le tarif soient payables sur une période d'un an se terminant en 2012. Ré:Sonne s'est opposée à une telle modification. La Commission a rejeté la demande, essentiellement parce que la demande vise des questions à l'égard de l'application d'un tarif, qui relèvent de façon générale des tribunaux.

Montage a demandé une revue judiciaire de la décision de la Commission. L'affaire était en cours à la fin de la période du présent rapport.

**Le 17 février 2012 – Tarifs 22.4 (2007-2008) et 22.D (2009-2011) de la SOCAN [tarif 22.D] – Diffusions web audiovisuelles; Tarifs 22.7 (2007-2008) et 22.G (2009-2011) de la SOCAN [tarif 22.G] – Contenu audiovisuel généré par l'utilisateur (demande de tarif provisoire)**

La SOCAN a déposé des projets de tarifs pour l'utilisation de son répertoire dans les diffusions web audiovisuelles (tarif 22.D) et le contenu généré par l'utilisateur transmis sur Internet (tarif 22.G). La Commission a regroupé l'examen de ces projets de tarifs.





Le 13 juin 2011, la SOCAN a demandé à la Commission d'adopter un tarif provisoire. En ce qui a trait au tarif 22.D, elle proposait le même taux que ce que paient les radiodiffuseurs assujettis au tarif 2.A (Stations de télévision commerciales) ou 17 (Transmission de services de télévision payante, services spécialisés et autres services de télévision par des entreprises de distribution), soit 1,9 pour cent des revenus publicitaires ou d'abonnement de ces sites ou services. Pour le tarif 22.G, elle proposait 6,8 pour cent des revenus publicitaires pour les vidéoclips, et 1,9 pour cent pour tout autre contenu audiovisuel.

Au soutien de sa demande, la SOCAN invoquait que les utilisateurs visés par les projets de tarifs génèrent des recettes considérables, dont une bonne partie est attribuable à l'utilisation de musique. L'absence d'un tarif applicable, et le fait que la Commission ne rendrait sans doute pas de décision finale avant 2013 porteraient préjudice à ses membres, qui ne reçoivent aucune compensation pour l'utilisation de leurs œuvres, et aux utilisateurs, qui ne connaissent pas l'étendue de leurs obligations vis-à-vis la SOCAN. Une décision provisoire permettrait de combler ce vide juridique.

Les opposants soutenaient que la SOCAN n'avait pas établi qu'elle répondait aux critères permettant d'obtenir une mesure provisoire. Les utilisateurs visés sont pour la plupart connus de la SOCAN et on peut présumer qu'ils ont les ressources nécessaires pour payer le tarif final une fois qu'il aura été fixé. Les opposants ont aussi souligné que la Cour suprême du Canada était saisie de la question de savoir si le téléchargement constitue une communication au public par télécommunication; il en découlait une incertitude juridique quant au pouvoir de la Commission d'homologuer le tarif.

La Commission a rejeté la demande de tarif provisoire de la SOCAN.

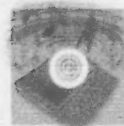
Règle générale, la meilleure façon d'atteindre les objectifs d'une décision provisoire est de maintenir le *statu quo* tout en évitant un vide juridique. Pour déterminer la nature du *statu quo* en l'espèce, il fallait examiner le dernier tarif homologué, qui ne prévoit pas le paiement de redevances pour les diffusions web audiovisuelles ou le contenu généré par l'utilisateur. La question fondamentale était donc de savoir si la Commission devait consentir à un tarif provisoire alors qu'un tarif définitif antérieur n'existait pas.

La Commission a conclu que plusieurs raisons justifiaient le rejet de la demande. Premièrement, la SOCAN demandait un tarif provisoire visant les utilisations alors que les tarifs présentement homologués visent les utilisateurs. Aucune preuve n'a été présentée justifiant de s'écarter du modèle de tarif existant. La SOCAN peut tenter de convaincre la Commission de le faire lors de l'examen du tarif définitif.

Deuxièmement, le tarif provisoire proposé visait nommément les sites qui offrent un contenu généré par l'utilisateur alors que le projet de tarif définitif cherche à percevoir des redevances relatives à la communication d'œuvres musicales à partir de ces sites, sans identifier les payeurs. Il n'est pas logique d'adopter, dans le cadre d'un tarif provisoire, un modèle qui s'écarte considérablement du tarif final proposé, d'autant plus que le débat subsiste quant à savoir qui devrait être assujéti à ce tarif. À cet égard, il ne fait aucun doute que certains opposants feront valoir qu'ils ne communiquent pas les œuvres au public, mais fournissent plutôt à des tiers les moyens nécessaires pour que ceux-ci effectuent une communication au public.







Troisièmement, la SOCAN n'a pas fourni de véritable justification économique pour les taux qu'elle avait proposés. Lorsqu'on cherche à faire modifier le *statu quo*, il est difficile, voire impossible, d'établir un taux, même provisoire, en l'absence d'éléments de preuve concernant la valeur de ces utilisations.

Plusieurs autres aspects militaient contre une décision provisoire. La SOCAN a-t-elle droit à un tarif? Dans l'affirmative, qui devrait le payer? Quelle est l'assiette tarifaire adéquate? Il s'agit de questions complexes qui touchent à la structure fondamentale de tout tarif, provisoire ou final. Il était impossible d'y répondre sans un quelconque fondement probatoire, et donc préférable de le faire dans le cadre de la demande principale.

Finalement, l'absence de tarif provisoire n'entraînait pas d'effets nuisibles auxquels il ne pourrait être remédié par la fixation du tarif final. Si la SOCAN établit le bien-fondé de sa demande et que le tarif est homologué suivant les modalités qu'elle propose, elle recevra de façon rétroactive les redevances auxquelles ses membres ont droit.





## Arrière-plan

Les articles 70.12 à 70.191 de la *Loi* accordent aux sociétés de gestion qui ne sont pas assujetties à un régime spécifique l'option de procéder par dépôt de projets de tarifs auprès de la Commission. Le processus d'examen et d'homologation de ces tarifs est le même que dans les régimes spécifiques. Le tarif homologué est opposable à tous les utilisateurs, sauf que contrairement aux régimes spécifiques, les ententes conclues en vertu du régime général ont préséance sur le tarif.

## Dépôt de projets de tarifs

En mars 2012, les projets de tarifs suivants ont été déposés auprès de la Commission en application de l'article 70.13 de la *Loi* :

- Tarif déposé par *Access Copyright* pour la reproduction, au Canada, pour les années 2013 à 2015, d'œuvres dans son répertoire à des fins d'enseignement élémentaire ou secondaire;
- Tarif déposé par ACTRA PRS/MROC pour la reproduction, au Canada, de prestations d'artistes-interprètes par les stations de radio commerciales pour l'année 2013;
- Tarifs déposés par CMRRA-SODRAC Inc. (CSI) pour la reproduction d'œuvres musicales, au Canada, par les stations de radio commerciales, les services de musique en ligne, et les services de radio par satellite, tous pour l'année 2013;
- Tarifs déposés par la Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs au Canada (SODRAC) pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées dans une vidéo de musique, au Canada, par les services de musique en ligne et pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées à des œuvres cinématographiques, pour l'année 2013.

## Audiences

Au cours de l'exercice financier 2011-2012, la Commission a tenu une audience (le 27 septembre 2011), laquelle portait sur la question de savoir si le concept de l'immunité de la Couronne libère les gouvernements provinciaux et territoriaux de l'exigence de payer les redevances pour les reproductions reprographiques des œuvres protégées.

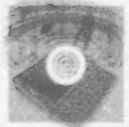
## Décisions

Cinq décisions ont été rendues au cours de l'exercice financier, comme suit :

**Le 7 avril 2011 – Tarif d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013 (modification au tarif provisoire)**

Le 23 décembre 2010, la Commission homologuait le *Tarif provisoire d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013*.





Dans la décision accompagnant le tarif, la Commission invitait les parties à proposer les changements qu'elles pourraient juger utiles ou nécessaires. La décision citée en rubrique disposait des demandes de modification déposées suite à cette invitation. Les principales modifications apportées étaient les suivantes :

- L'article 70.191 de la *Loi* prévoit que dans le régime général, l'entente a préséance sur le tarif. Néanmoins, à la demande des parties, la Commission a ajouté au tarif provisoire une disposition qui énonce ce qui est par ailleurs évident;
- Des précisions à la définition d'équivalent temps plein (ÉTP) ont été apportées;
- On a clarifié le fait que le tarif provisoire ne permet pas de copier la musique en feuille;
- La Commission a refusé de modifier les dispositions traitant des copies sur support de substitution ou sur microfiches, les jugeant suffisamment claires. Elle a toutefois accepté de supprimer les obligations de rapport à l'égard de ces copies;
- À la demande des opposants, on a supprimé une disposition exigeant qu'un établissement tienne Access au courant des communications qui la mentionnent;
- Le libellé des affiches d'information que les établissements doivent placer près des appareils de copie a été modifié;
- On a fait passer de 15 à 20 pour cent la part d'un ouvrage qu'on peut insérer dans un recueil de cours;
- Les modalités de la licence pour les copies numériques faites conformément à l'annexe G ont été passablement modifiées. Entre autres, les exigences de paiement et de rapport ont été supprimées.

**Le 28 juin et le 8 septembre 2011 – Tarif d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013 (demande de modification du tarif provisoire : année scolaire)**

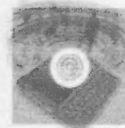
L'alinéa 14a) du tarif provisoire que la Commission avait adopté le 23 décembre 2010 stipule que :

14. L'Établissement verse à Access Copyright les montants suivants :

- a) pour l'ensemble des copies faites en application de l'article 2a) du tarif, une redevance annuelle calculée en multipliant l'ÉTP par 3,58 \$ pour l'Établissement qui a signé la *Proprietary College Licence* et par 3,38 \$ pour les autres Établissements;

La notion d'équivalent temps plein (ÉTP) est nécessairement liée à l'année scolaire, du 1<sup>er</sup> septembre d'une année civile au 31 août de l'année suivante. La *Loi*, par contre, stipule qu'un projet de tarif doit prévoir des périodes d'effet d'une ou plusieurs années civiles.

L'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) a soutenu que s'il est vrai qu'un projet de tarif doit être déposé à l'égard d'une ou plusieurs années civiles, le tarif homologué, lui, n'a pas à respecter cette règle; en l'espèce, l'assujettissement au tarif provisoire est fonction de l'année scolaire. De son côté, Access prétendait que comme un tarif doit être homologué pour une ou plusieurs années civiles, l'assujettissement d'un établissement devrait aussi être fonction de l'année civile.



Le tarif provisoire ne traitait pas de la question. Le fait qu'il prévoie une « redevance annuelle » semblait impliquer que l'assujettissement est annuel, mais rien n'indiquait si c'est l'année scolaire ou civile qu'il faut utiliser. En vertu des licences qui régissaient les liens d'affaires entre les parties avant que le tarif provisoire prenne effet, la question ne se soulevait pas puisque la durée de la licence reflétait l'année scolaire. Le tarif, par contre, vise l'année civile.

Le 21 janvier 2011, l'AUCC et l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) demandaient à la Commission de trancher la question. Dans sa décision du 7 avril modifiant le tarif provisoire, la Commission, après avoir pris acte de l'ambiguïté, concluait que pour l'instant, la seule façon de composer avec les exigences de l'environnement dans lequel opèrent les établissements était qu'ils soient facturés en fonction de l'année scolaire.

Le 17 mai 2011, Access demandait que la Commission clarifie que le tarif provisoire et les redevances payables en vertu de celui-ci étaient liés à l'année civile.

Le 28 juin 2011, la Commission écrivait que la question pertinente en l'espèce n'était pas de savoir si un tarif homologué devait viser une ou plusieurs années civiles, mais bien si l'assujettissement au tarif devait être fonction de l'année civile. De l'avis de la Commission, cela n'est pas nécessairement le cas. L'assujettissement aux tarifs peut être fonction de plusieurs facteurs, par exemple, un événement ponctuel (un concert) ou une période dans le temps (le mois, dans le cas de la radio commerciale). Si la période d'effet d'un tarif homologué doit viser une ou plusieurs années civiles, la formule de paiement et les dates auxquelles il faut décider si on se prévaut ou non du tarif peuvent être fonction de ce que la Commission voudra bien décider.

En l'espèce, la Commission a conclu que la résolution de l'ambiguïté devait s'appuyer sur le principe que le tarif provisoire devait refléter le plus possible les ententes les plus récentes conclues entre les parties. Ces ententes visaient l'année scolaire entière. Par conséquent, aux fins du tarif provisoire, tant l'assujettissement au tarif que le montant des redevances devaient être fonction de l'année scolaire.

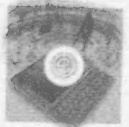
La Commission a modifié le tarif provisoire de façon à refléter ce principe. Cela dit, plutôt que de dicter le libellé des modifications, elle a demandé à son avocat général de chercher à s'entendre avec les parties sur des modifications qui entraîneraient ce résultat. Une entente est intervenue; elle est reflétée dans la décision de la Commission du 8 septembre 2011.

**Le 23 septembre 2011 – Tarif d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013 (demande de modification du tarif provisoire : licence transactionnelle)**

Le 8 juin 2011, l'AUCC demandait à la Commission de modifier le tarif provisoire du 23 décembre 2010. L'établissement d'enseignement qui veut se prévaloir de ce tarif doit verser un montant fixe par année scolaire par ÉTP. L'AUCC souhaitait obliger Access à accorder une licence pour l'utilisation à la pièce d'une œuvre donnée (« licence transactionnelle ») aux établissements qui avaient choisi de ne pas verser la redevance ÉTP.







À l'appui de sa demande, l'AUCC invoquait les arguments suivants. Le tarif provisoire cherche à maintenir le *statu quo*. Access violait le *statu quo* en refusant systématiquement les demandes de licence transactionnelle dans le but de forcer les établissements à opter pour le tarif. Access avait incité les éditeurs qui lui sont affiliés à cesser d'accorder des licences transactionnelles; nombre d'entre eux avaient suivi la consigne. Le refus de négocier des licences transactionnelles dénotait une mauvaise foi s'apparentant à de l'inconduite. Access abusait de son pouvoir de monopole.

Un autre opposant, le professeur Ariel Katz, partageait le diagnostic de l'AUCC mais proposait plutôt que la Commission force les éditeurs d'Access à offrir des licences transactionnelles à des conditions raisonnables. L'ACCC appuyait l'AUCC pour l'essentiel, mais laissait à la Commission le soin de choisir le redressement approprié.

En réponse, Access a soutenu que, d'une part, l'offre passée de licences transactionnelles était plus limitée que les opposants le prétendaient. Access accordait ces licences aux seuls établissements qui payaient la redevance ÉTP. Pour la copie papier, de telles licences n'étaient accordées que pour les utilisations qui n'étaient pas autorisées par la licence générale. En outre, une licence transactionnelle numérique était offerte uniquement parce que l'AUCC et l'ACCC refusaient que leur licence type couvre ce genre de copies. D'autre part, Access soutenait avoir agi de bonne foi. Si elle avait avisé ses éditeurs des conséquences que pourrait entraîner l'octroi de licences transactionnelles, elle n'avait pas tenté de dicter leur conduite. Elle les avait même avisés qu'ils pouvaient toujours traiter directement avec les établissements. Enfin, la licence transactionnelle était mal adaptée aux utilisations numériques dans le contexte de l'enseignement postsecondaire, où l'utilisation d'œuvres protégées est étendue, dispersée et décentralisée.

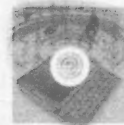
La Commission a rejeté les demandes de modification du tarif provisoire, pour les motifs qui suivent :

Premièrement, l'AUCC et l'ACCC avaient antérieurement demandé que le tarif provisoire reflète les accords de licence préexistants tout en autorisant les établissements à traiter directement avec les titulaires de droits. C'est précisément ce que fait le tarif provisoire. De plus, le refus d'Access de négocier à la pièce n'équivaut pas à de l'inconduite. Access est à première vue justifiée de s'appuyer sur le tarif provisoire et de laisser le processus réglementaire suivre son cours.

Deuxièmement, l'AUCC demandait quelque chose que les établissements n'avaient jamais eu ou avaient rarement utilisé. D'après le dossier, et ce depuis au moins depuis 2004, Access n'avait octroyé de licences transactionnelles pour la copie imprimée ou numérique qu'aux établissements qui versaient la redevance ÉTP et uniquement pour des utilisations non autorisées par la licence générale. Le nombre de demandes de licences transactionnelles numériques a été minime.

Troisièmement, dès lors qu'un tarif existe, une société de gestion devrait pouvoir s'en remettre à ce tarif. Par conséquent, le fait qu'une société de gestion refuse de répondre aux demandes d'utilisateurs hors du cadre du tarif n'équivaut pas à une inconduite justifiant l'intervention de la Commission.





Quatrièmement, la preuve disponible tendait à démontrer qu'Access et ses éditeurs ne s'étaient pas concertés. Le refus d'octroyer directement des licences transactionnelles numériques semblait entre autres s'inscrire dans une tendance, indépendante de la présente instance, voulant que les éditeurs sous-traitent à des organismes de centralisation l'octroi de licences numériques, faute de personnel suffisant pour gérer les demandes d'autorisation à la pièce. Access avait avisé ses éditeurs d'une conséquence que pourrait entraîner l'octroi de licences : les copies d'œuvres faisant partie du répertoire d'Access autorisées directement par un éditeur d'Access seraient soustraites du calcul des redevances éventuelles. Il s'agit là d'un élément de réalité; en informer ses membres relevait du bon sens, non du complot.

Cinquièmement, les allégations voulant qu'Access exerce un pouvoir de monopole sont restées non prouvées. Access est au plus un monopole naturel qui exerce un pouvoir de marché fondé sur sa capacité à offrir des économies d'échelle aux titulaires de droits et aux utilisateurs. Or, l'AUCS soutient également qu'Access est en concurrence avec ses éditeurs et d'autres éditeurs et auteurs.

Sixièmement, un régime de licences transactionnelles soulève nécessairement des questions liées à la surveillance, surtout dans un cadre aussi décentralisé que celui des établissements. Au lieu de proposer des mécanismes susceptibles de rassurer la Commission et Access sur le contrôle de conformité, les opposants demandaient que la licence transactionnelle soit exemptée de toutes les dispositions du tarif. Or, l'établissement de rapports, la surveillance et la vérification sont des éléments clés de la plupart des régimes de licences. L'absence de telles dispositions serait une invitation à contrefaçon et est impensable.

Septièmement, la gestion des licences transactionnelles tend à être coûteuse.

Huitièmement, les documents que les opposants avaient déposés contenaient tellement de contradictions explicites ou implicites qu'il devenait difficile d'attacher foi à leurs déclarations. Par exemple, la possibilité d'effectuer des copies numériques des œuvres figurant dans le répertoire d'Access ne peut tout à la fois avoir si peu de valeur qu'elle ne requiert pas l'établissement d'un tarif et revêtir une importance à ce point cruciale qu'elle exige un accès généreux aux licences transactionnelles.

Neuvièmement, permettre la délivrance de licences transactionnelles en vertu du tarif provisoire pourrait donner aux établissements un faux sentiment de sécurité. Une licence délivrée en vertu du tarif provisoire ne clorait pas la question. Si le tarif définitif prévoit uniquement une redevance ÉTP, l'établissement qui s'est prévalu d'une licence transactionnelle provisoire devra alors, sauf disposition contraire, payer le plein prix.

Enfin, la prépondérance des inconvénients jouait en faveur d'Access.

La Commission a indiqué que le redressement proposé par le professeur Katz n'était pas de son ressort. On ne doit pas confondre le pouvoir de réglementer comment une société de gestion se conduit avec les utilisateurs, qui est du ressort de la Commission, avec celui de réglementer comment des titulaires de droits associés à cette société se conduisent avec ces mêmes utilisateurs, qui ne l'est pas.





## Le 5 janvier (décision) et le 15 mars 2012 (motifs) – Tarif d'Access Copyright pour les gouvernements provinciaux et territoriaux, 2005-2014 (demande d'immunité de la Couronne)

Access a déposé des projets de tarifs de redevances pour la reproduction d'œuvres de son répertoire par les fonctionnaires des gouvernements provinciaux et territoriaux, à l'exception du Québec.

Les gouvernements de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Nunavut, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador ont contesté la légalité des tarifs proposés; ils invoquaient l'immunité de la Couronne. Access a soutenu que cette doctrine n'entraînait pas en jeu, ajoutant que dans le cas contraire, la *Loi sur le droit d'auteur* s'appliquerait à la Couronne par déduction nécessaire ou par suite de la renonciation des opposants à l'immunité dont ils pourraient jouir par ailleurs.

Les parties ont, par requête conjointe, demandé à la Commission de statuer sur la question dans le cadre d'une audience préliminaire sur exposé conjoint des faits. La Commission a accédé à la requête; elle a entendu l'affaire le 27 septembre 2011.

Le 5 janvier 2012, la Commission rendait sa décision, avec motifs à suivre. Elle a rejeté la revendication des opposants au motif que la *Loi* lie la Couronne par déduction nécessaire. Le 15 mars 2012, la Commission publiait les motifs de sa décision.

### I. Questions préliminaires

#### Le principe d'immunité de la Couronne entre-t-il en jeu?

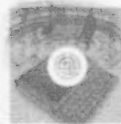
Avant d'aborder le fond, soit l'immunité des opposants à l'égard de la *Loi*, il importait de déterminer si le principe même d'immunité de la Couronne entraînait en jeu. Access prétendait que non.

Access soutenait d'abord que la *Loi* ne cause pas préjudice à la Couronne. Access avançait que la *Loi* sert les intérêts de la Couronne, par exemple en lui attribuant la jouissance de droits sur ses propres œuvres. Comme la Couronne ne subissait aucun préjudice, le principe de l'immunité n'entraînait pas en jeu.

La Commission a rejeté cet argument. Les dispositions spécifiques à l'égard desquelles les opposants invoquaient l'immunité concernent l'homologation par la Commission d'un tarif pour la reproduction d'œuvres littéraires par des gouvernements provinciaux ou territoriaux, aux termes duquel la Couronne serait tenue d'acquitter des redevances et de respecter certaines conditions pour la reproduction d'œuvres publiées. Il s'agit là d'un exemple de préjudice certain et précis faisant effectivement jouer l'immunité de la Couronne.

Access prétendait aussi que le principe de l'immunité ne s'appliquait pas parce qu'il entraînait en conflit avec la règle proscrivant l'expropriation sans juste indemnisation. Elle affirmait que le droit d'auteur est un droit de propriété, et que, selon la *common law*, un gouvernement ne peut exproprier sans juste indemnité en l'absence d'une intention législative exprimée en termes clairs et non ambigus.





La Commission a également rejeté cet argument. Le droit d'auteur est un droit *sui generis* d'origine législative, qui n'est pas à proprement parler une forme de propriété. En outre, pour parler d'expropriation, il aurait fallu que l'action de la Couronne ait eu pour effet d'enlever pratiquement toute utilité à des biens. En l'espèce, les droits reconnus par la *Loi* n'auraient pas été retirés à leurs titulaires, ni rendus pratiquement inutiles. Les opposants voulaient plutôt reproduire ou utiliser des œuvres littéraires sans avoir à verser d'indemnité aux titulaires de droits. Certes, il y a là une possibilité réelle de perte de compensation. Toutefois, les droits conférés par la *Loi* continuent de pouvoir être exercés lorsque des parties privées sont en cause. Le principe de l'immunité de la Couronne entraine donc en jeu.

Enfin, Access soutenait que le principe de l'immunité de la Couronne relevait davantage de la règle d'interprétation que de la présomption à réfuter. Il était donc incorrect de dire qu'une partie ou l'autre avait le « fardeau » de repousser la présomption. Personne n'a à établir qu'une loi s'applique à la Couronne.

La Commission n'était pas de cet avis. L'article 17 de la *Loi d'interprétation*<sup>a</sup> prévoit que « [s]auf indication contraire y figurant, nul texte ne lie Sa Majesté [...] ». Cette loi établit ainsi une présomption générale d'immunité, réfutable lorsqu'il est possible de démontrer l'existence de l'intention contraire de lier la Couronne. Access devait donc repousser la présomption et démontrer que la *Loi* liait la Couronne.

## II. Immunité de la Couronne – Principe général

Le débat en l'espèce portait sur l'interprétation de l'article 17 de la *Loi d'interprétation*, qui codifie le principe de l'immunité de la Couronne établi par la *common law*.

L'immunité de la Couronne n'est pas absolue; elle peut être repoussée par :

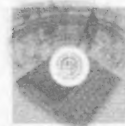
[...] (1) des termes qui lient expressément la Couronne; (2) une intention qui ressort lorsque les dispositions sont interprétées dans le contexte d'autres dispositions; et (3) une intention de lier lorsqu'il résulterait une absurdité, par opposition à un résultat non souhaité, si l'État n'était pas lié. Toute exception par déduction nécessaire à la règle habituelle de l'immunité de la Couronne devrait être de portée très restreinte.<sup>b</sup>

La Commission a convenu avec les parties que la *Loi* ne liait pas expressément la Couronne. Il importait donc de déterminer si la *Loi* liait la Couronne de façon nécessairement implicite parce que cela ressortait d'une interprétation téléologique de ses dispositions. Compte tenu de la conclusion à laquelle la Commission est arrivée, il ne fut pas nécessaire d'établir si une absurdité résulterait du fait que la Couronne ne soit pas liée.

<sup>a</sup> L.R.C., 1985, ch. I-21.

<sup>b</sup> *AGT c. CRTC* [1989] 2 R.C.S. 225, à la p. 282.





### La Couronne est-elle liée par déduction nécessaire?

Access prétendait qu'un examen de la *Loi* dans son ensemble permettait de dégager, par déduction nécessaire, une intention claire de lier la Couronne. Citant plusieurs dispositions dispensant la Couronne d'obtenir l'autorisation d'utiliser des objets du droit d'auteur protégés, elle faisait valoir qu'il fallait logiquement en conclure que la Couronne était liée par les dispositions dont elle n'était pas exemptée.

À l'inverse, les opposants, s'appuyant sur l'article 12 de la *Loi*, prétendaient que la *Loi* prévoit expressément le maintien de l'immunité de la Couronne. Cette disposition démontre selon eux l'intention du législateur de préserver l'immunité même si la Couronne jouit de certains avantages prévus par la *Loi*.

La Commission a procédé à une analyse contextuelle de la *Loi* en deux étapes. Elle a d'abord examiné la pertinence de l'article 12 pour décider de l'assujettissement de la Couronne à la *Loi*; elle a ensuite examiné si les exceptions particulières applicables à la Couronne démontraient que la *Loi* liait par ailleurs la Couronne.

### La pertinence de l'article 12 pour l'analyse de l'assujettissement de la Couronne à la *Loi*

L'article 12 de la *Loi* se lit comme suit :

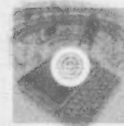
Sous réserve de tous les droits ou privilèges de la Couronne, le droit d'auteur sur les œuvres préparées ou publiées par l'entremise, sous la direction ou la surveillance de Sa Majesté ou d'un ministère du gouvernement, appartient, sauf stipulation conclue avec l'auteur, à Sa Majesté et, dans ce cas, il subsiste jusqu'à la fin de la cinquantième année suivant celle de la première publication de l'œuvre.

Les parties ont longuement débattu du sens des mots « [s]ous réserve de tous les droits ou privilèges de la Couronne ». Si, comme le soutenaient les opposants, ces droits et privilèges s'entendent de la totalité des droits et privilèges accordés à la Couronne, dont l'immunité, il s'ensuit qu'en adoptant l'article 12 le législateur a expressément permis à la Couronne de conserver son immunité générale par rapport à la *Loi* même si elle jouit de certains droits en vertu d'autres dispositions du même texte. Par contre, si ces mots ne se rapportent qu'aux droits d'auteur dont jouit la Couronne en vertu de la *common law*, alors l'article 12 ne fait qu'octroyer un droit et n'exprime aucune intention législative au sujet de l'immunité.

Interprétant l'article 12 dans le contexte de la *Loi*, la Commission a conclu que les mots précités s'entendent des droits et privilèges de la Couronne en matière de droit d'auteur seulement et que l'on ne saurait considérer que l'article 12 exprime une quelconque intention du législateur relativement au maintien de l'immunité de la Couronne.







Les exceptions particulières applicables à la Couronne démontrent-elles que celle-ci est par ailleurs assujettie à la *Loi*?

S'appuyant sur la maxime *expressio unius est exclusio alterius*, Access soutenait qu'il fallait logiquement inférer du fait que la *Loi* exempte la Couronne de l'application de certaines dispositions que la Couronne est liée par les dispositions dont elle n'est pas exemptée.

La *Loi* renferme au moins une vingtaine d'exceptions à l'avantage de la Couronne du chef du Canada ou d'une province. La première catégorie paraît bénéficier à la Couronne au sens large. À titre d'exemple, le paragraphe 32.1(1) de la *Loi* prévoit que les copies faites dans le but de se conformer à des dispositions fédérales ou provinciales en matière d'accès à l'information ou de protection de la vie privée ne constituent pas une violation de droit d'auteur. Une deuxième catégorie concerne les établissements d'enseignement, dont la définition inclut clairement des émanations de la Couronne, ministères ou organismes. La dernière catégorie est prévue à l'article 30.5 de la *Loi* et concerne Bibliothèque et Archives Canada qui, aux termes de l'article 4 de sa loi constitutive, forme « un secteur de l'administration publique fédérale » et, à ce titre, est également une émanation de la Couronne.

Selon la Commission, le nombre et la nature détaillée de ces exceptions témoignent d'une intention délibérée et explicite du législateur de définir et circonscrire les activités ne constituant pas des violations du droit d'auteur. Si la Couronne jouissait d'une immunité générale relative à la *Loi*, pourquoi le législateur aurait-il consacré autant de temps et d'efforts à formuler ces exceptions? L'analyse de l'ensemble de la *Loi* dans son contexte mène inévitablement à la conclusion logique que la *Loi* lie la Couronne. Le principe de l'immunité de la Couronne est inapplicable, par déduction nécessaire.

#### Les opposants ont-ils renoncé à l'immunité?

Bien qu'il n'ait pas été nécessaire de poursuivre l'analyse, la Commission a néanmoins jugé utile de se demander, dans l'optique où l'immunité se serait appliquée, si les opposants avaient renoncé à cette immunité. À cet égard, la Commission a noté que depuis des lustres, les opposants ont appliqué des politiques écrites exhaustives visant à assurer le respect du droit d'auteur par la Couronne et ses mandataires; ils ont fait en sorte d'identifier les titulaires de droits des œuvres qu'ils souhaitaient utiliser, d'obtenir leur autorisation et de leur verser une indemnité. Ce faisant, ils ont renoncé à leur immunité et ont opté pour l'assujettissement à l'ensemble de la *Loi*.

Le 16 avril 2012, soit après la fin de la période visée dans le présent rapport, les gouvernements du Manitoba, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard demandaient la révision judiciaire de la décision de la Commission.







**E**n vertu de l'article 70.2 de la *Loi*, la Commission a le pouvoir d'établir les redevances et modalités afférentes à une licence permettant l'utilisation du répertoire d'une société de gestion visée à l'article 70.1, en cas de mésentente entre cette société et un utilisateur et à la demande de l'un d'eux.

En 2011-2012, la Commission n'a tenu aucune audience liée à une demande d'arbitrage.

## Décisions

La Commission a rendu une décision au cours de l'exercice financier, comme suit :

### **Le 5 janvier 2012 – Décision provisoire à l'égard de SODRAC c. ARTV**

Le 30 septembre 2011, la Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs au Canada (SODRAC) demandait à la Commission de fixer, de manière provisoire et finale, les redevances pour la reproduction de son répertoire par ARTV, une chaîne nationale francophone de la télévision, pour la période du 30 septembre 2011 au 30 septembre 2014.

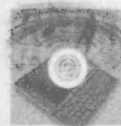
SODRAC a accordé des licences à ARTV de façon continue depuis 2001. Le 11 juillet 2011, ARTV dénonçait l'entente, qui venait à échéance le 31 août 2011. Au départ, les parties ont convenu de continuer à appliquer l'entente échue pendant les négociations. Toutefois, le 29 septembre 2011, ARTV donnait avis qu'elle cesserait de s'y conformer dès le 30 septembre 2011. Le lendemain, la SODRAC déposait sa demande auprès de la Commission.

ARTV s'est opposée à la demande de licence provisoire. Elle a prétendu ne pas avoir besoin de licence de synchronisation puisqu'elle effectue très peu de productions à l'interne et que ces productions utilisent peu le répertoire de la SODRAC. ARTV a soutenu également ne pas avoir besoin d'une licence pour les reproductions incidentes qu'elle effectue, au motif que ces droits sont déjà libérés en amont par les producteurs. De façon subsidiaire, ARTV a soutenu que la licence provisoire devrait se limiter aux reproductions incidentes et exclure la reproduction dans les productions internes et que, par conséquent, les redevances devraient être réduites au cinquième ou moins de ce que l'entente récemment échue prévoyait.

La SODRAC a continué de soutenir que la licence provisoire est nécessaire et devrait refléter le *statu quo*. Elle a maintenu que les changements que demande ARTV s'appuient sur des prétentions déjà mises de l'avant dans un autre arbitrage (celui de *SODRAC c. CBC/SRC* et *SODRAC c. Groupe Astral*).

La Commission a fait droit à la demande de la SODRAC pour une licence provisoire qui a pris effet le 30 septembre 2011 et sera valide jusqu'à ce que la Commission rende sa décision finale ou la modifie au moyen d'une ordonnance subséquente pour trois raisons. Premièrement, la décision provisoire est nécessaire pour combler le vide juridique qu'entraîne l'absence de licence et pour pallier l'incertitude face aux prétentions d'ARTV. Deuxièmement, ARTV n'a pas démontré l'existence de changement des circonstances tendant à justifier une autre approche. Troisièmement, une licence finale et rétroactive reflétera précisément les droits qui sont accordés par la SODRAC à ARTV et rajustera toute redevance versée, s'il y a lieu.



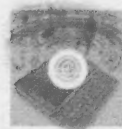


## Demandes

En 2010-2011, la Commission a été saisie de cinq demandes d'arbitrage, comme suit :

- Le 30 septembre 2011 – Demande d'arbitrage entre la SODRAC et ARTV et d'une licence provisoire;
- Le 2 décembre 2011 – Demande d'arbitrage entre la SODRAC et la SRC à l'égard du service de la SRC appelé Espace.mu;
- Le 16 décembre 2011 – Demande d'arbitrage entre la SODRAC et la SRC à l'égard des Bornes interactives de la SRC installées à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire;
- Le 26 mars 2012 – Demande d'arbitrage entre la SODRAC et la SRC à l'égard du service de la SRC appelé Explora;
- Le 26 mars 2012 – Demande d'arbitrage entre la SODRAC et la SRC à l'égard de toutes les reproductions faites entre le 1<sup>er</sup> avril 2012 et le 31 mars 2016.





## Arrière-plan

Les articles 29.6, 29.7 et 29.9 de la *Loi* sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Depuis cette date, les établissements d'enseignement et les personnes agissant sous leur autorité peuvent, sans l'autorisation du titulaire du droit d'auteur, reproduire des émissions lors de leur communication au public et présenter ces exemplaires devant un auditoire formé principalement d'élèves. En bref, les établissements peuvent reproduire une émission d'actualités et un commentaire d'actualités, conserver la copie et l'exécuter en public pendant un an sans avoir à payer de redevances; à l'expiration de cette période, ils doivent acquitter les redevances et respecter les modalités fixées par la Commission du droit d'auteur dans un tarif. Les établissements peuvent aussi reproduire d'autres émissions et objets de droit d'auteur et en conserver un exemplaire pendant trente jours aux fins d'en déterminer la valeur du point de vue pédagogique; s'ils conservent l'exemplaire plus longtemps ou s'ils le présentent à un moment quelconque, ils doivent acquitter les redevances et respecter les modalités fixées par la Commission dans un tarif.

## Dépôt de projets de tarifs

Aucun projet de tarif n'a été déposé en 2011-2012.

## Audiences

Aucune audience n'a eu lieu en 2011-2012.

## Décisions

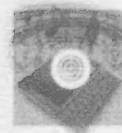
La Commission a rendu une décision au cours de l'exercice financier, comme suit :

### Le 24 décembre 2011 – Tarif de la Société canadienne de gestion des droits éducatifs, 2012-2016

Le 11 mars 2011, la Société canadienne de gestion des droits éducatifs (SCGDE) déposait son projet de tarif pour la reproduction et l'exécution d'œuvres communiquées au public par télécommunication par les établissements d'enseignement au Canada, pour les années 2012 à 2016. Personne ne s'est opposé au projet qui, essentiellement, était identique au tarif homologué par la Commission pour les années 2007-2011. La Commission a donc homologué le tarif pour 2012-2016 tel qu'il a été déposé par la SCGDE.

Le tarif prévoit deux options : les droits de reproduction sont libérés de façon transactionnelle à moins que l'établissement d'enseignement décide d'utiliser le tarif forfaitaire.





En vertu du tarif forfaitaire, les établissements d'enseignement paient 1,73 \$ pour chaque élève équivalent temps plein (ÉTP) de niveau préscolaire, élémentaire ou secondaire, par année scolaire et 1,89 \$ pour chaque autre élève ÉTP, par année civile. Les copies peuvent être gardées et diffusées tant et aussi longtemps que l'établissement d'enseignement opte pour le tarif forfaitaire; si elle opte pour le tarif transactionnel, elle ne peut garder les copies faites selon le tarif forfaitaire que pour une ou deux années, selon les conditions établies dans le tarif.

En vertu du tarif transactionnel, les établissements d'enseignement paient 0,13 \$ la minute pour les copies faites d'un signal radio et 1,60 \$ pour les copies faites d'un signal de télévision, si ces copies sont destinées aux étudiants réguliers. Les taux pour les autres étudiants sont de 0,17 \$ et 2,00 \$, respectivement. Les copies faites d'Internet sont traitées comme celles faites de la télévision, sauf si elles ne contiennent pas une composante visuelle significative. Les copies faites en vertu du tarif transactionnel peuvent être conservées et exécutées pendant toute la durée de vie de l'exemplaire.







## Arrière-plan

La *Loi* prévoit le versement de redevances par les câblodistributeurs et autres retransmetteurs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio. La Commission fixe les redevances et les répartit entre les sociétés de gestion représentant les titulaires de droits d'auteur dans les œuvres ainsi retransmises.

## Dépôt de projets de tarifs

Aucun projet de tarif n'a été déposé en 2011-2012.

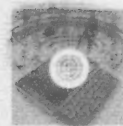
## Audiences

Aucune audience n'a eu lieu en 2011-2012.

## Décisions

Aucune décision n'a été rendue au cours de l'exercice financier.





## Arrière-plan

Le régime de copie privée permet la copie pour usage privé d'enregistrements sonores d'œuvres musicales (la « copie privée »). En échange, on exige de ceux qui importent ou fabriquent des supports habituellement utilisés pour faire de la copie privée qu'ils versent une redevance sur chacun de ces supports. La Commission fixe le montant de la redevance et désigne l'unique société de perception à laquelle ces montants sont versés. Les redevances sont versées à la Société canadienne de perception de la copie privée (SCPCP), au bénéfice des auteurs, artistes-interprètes et producteurs admissibles.

Le régime est universel; tous les importateurs et fabricants paient la redevance. Cependant, pour tenir compte du fait que plusieurs supports servent à autre chose que la copie privée, la redevance est diminuée proportionnellement pour refléter ces autres utilisations des supports.

## Dépôt de projets de tarifs

Le 16 janvier 2012, la Société canadienne de perception de la copie privée (SCPCP) a déposé un projet de tarif des redevances à percevoir pour la copie privée pour l'année 2014, à l'égard des CD et des cartes mémoire microSD.

## Audiences

Aucune audience n'a eu lieu au cours de l'exercice financier.

## Décisions

Une décision a été rendue au cours de l'exercice financier, comme suit :

### Le 19 décembre 2011 – Tarif provisoire pour la copie privée, 2012-2013

Le 18 novembre 2011, la Société canadienne de perception de la copie privée (SCPCP) a demandé que la Commission rende applicable pour 2012 et 2013, à titre provisoire, *le Tarif pour la copie privée, 2011* homologué le 18 décembre 2010. Les opposants ont été avisés de la demande; personne ne s'y est opposé.

La Commission a fait droit à la demande. Le tarif provisoire est en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 jusqu'à ce que la Commission homologue le tarif final pour les années 2012 et 2013, à moins qu'il ne soit modifié.



# Titulaires de droits d'auteur introuvables

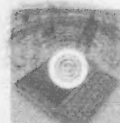


L'article 77 de la *Loi* donne à la Commission le pouvoir de délivrer des licences pour autoriser l'utilisation d'œuvres publiées, de fixations de prestations, d'enregistrements sonores publiés ou de la fixation d'un signal de communication lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable. La *Loi* exige cependant des requérants qu'ils aient fait des efforts raisonnables pour retrouver le titulaire du droit d'auteur. Les licences délivrées par la Commission sont non exclusives et valides seulement au Canada.

Au cours de l'exercice financier 2011-2012, 28 demandes de licences ont été déposées auprès de la Commission et les sept licences suivantes ont été délivrées :

- *Office national du film du Canada*, St-Laurent (Québec), pour la reproduction et l'incorporation d'une photographie dans un film documentaire;
- *Carol Cloutier*, Cantley (Québec), pour la reproduction de 362 photographies et pochettes de disques dans un livre;
- *Wendy Mitchinson*, Bright (Ontario), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication de trois images publiées dans *The Canadian Home Journal* dans l'article intitulé « *The Media, Gendered, Fat and Other Problematic Bodies* »;
- *Catherine Taddo*, Sault Ste. Marie (Ontario), pour la reproduction mécanique et la communication au public par télécommunication de l'œuvre musicale intitulée « *Men are Like Street Cars* » écrite par Louis Jordan ou Charley Jordan;
- *Nolin BBDO*, Montréal (Québec), pour la synchronisation, la reproduction et la communication au public par télécommunication d'un extrait de l'œuvre musicale intitulée « *Le temps est bon* » écrite par Stéphane Venne et publiée par JFM Investments Inc. en 1972;
- *PRODUCTIONS PHI-BRASSARD (JIMMY) INC.*, Montréal (Québec), pour la reproduction, la synchronisation et l'exécution publique d'un extrait d'un enregistrement musical intitulé « *Seeburg Background Music Record BA-109A* » dans un court métrage;
- *Centre collégial de développement de matériel didactique (CCDMD)*, Montréal (Québec), pour la reproduction d'une affiche créée par le groupe d'artistes Kukryniksy.





**D**eux demandes de révision judiciaire ont été déposées à la Cour fédérale d'appel en 2011-2012, à l'égard desquels la Cour n'a pas encore rendu de décision :

- *Montage Management Inc. c. Re:Sound* [Tarif 6.A – Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de danse, 2008-2012 (demande de modification)]
- *Manitoba c. Access Copyright* [Tarif des gouvernements provinciaux et territoriaux, 2005-2014 – demande d'immunité de la Couronne]

Deux autres demandes de révision judiciaire ont été entendues conjointement par la Cour fédérale d'appel en 2011-2012 :

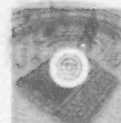
## **Tarif d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013**

*Association des universités et collèges du Canada c. Canadian Copyright Licensing Agency (Access Copyright)* 2012 CAF 96

Les 19 septembre et 24 octobre 2011, l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) et l'Université du Manitoba demandaient la révision judiciaire de deux décisions interlocutoires de la Commission. La première demande avait trait à une décision du 18 août 2011, émise dans le contexte des demandes de renseignements, accordant à *Access Copyright* le droit d'obtenir des réponses de certains établissements d'enseignement ayant décidé de ne pas se prévaloir du tarif provisoire. La seconde avait trait à une décision du 23 septembre 2011 rejetant une demande de l'AUCC de modifier le *Tarif provisoire d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement postsecondaires, 2011-2013* de façon à obliger *Access Copyright* à délivrer des licences transactionnelles pour l'utilisation de son répertoire.

Le 20 mars 2012, la Cour d'appel fédérale a rejeté les demandes de révision judiciaire. Elle a jugé qu'il n'y avait pas de circonstances particulières justifiant son intervention à ce stade de l'instance devant la Commission. La Cour a également jugé qu'il s'agissait là manifestement d'un cas où il convenait de permettre à la Commission de terminer son travail avant que la Cour ne puisse être appelée à se pencher sur des recours de droit administratif.





Cinq audiences de révision judiciaire qui ont fait l'objet d'appel à la Cour suprême du Canada ont eu lieu en 2011-2012 :

- *Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique c. Bell Canada* [Tarif 22.A de la SOCAN (Internet – Services de musique en ligne), 1996-2006];
- *Entertainment Software Association et Entertainment Software Association of Canada c. Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique et CMRRA/SODRAC Inc.* [SOCAN 22.B-G (Internet – Autres utilisations de musique), 1996-2006];
- *Bell Canada, Rogers Communications Inc., Puretracks Inc., et Telus Communications Company c. Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique* [Tarif 22.A de la SOCAN (Internet – Services de musique en ligne), 1996-2006];
- *Alberta (Éducation) c. Access Copyright* [Tarif d'Access Copyright (Reprographie – Établissements d'enseignement), 2005-2009];
- *Ré:Sonne c. Motion Picture Theatre Associations of Canada* [Tarif 7 (Cinéma et cinémas en plein air) 2009-2011 et Tarif 9 (Télévision commerciale) 2009-2013 de Ré:Sonne].

Les décisions de la Cour fédérale d'appel ont été résumées dans le rapport annuel 2010-2011.

# Ententes déposées auprès de la Commission



La *Loi* permet à une société de gestion et à un utilisateur de conclure des ententes portant sur les redevances et modalités afférentes à une licence pour l'utilisation du répertoire de la société. L'article 70.5 de la *Loi* prévoit par ailleurs que si l'entente est déposée auprès de la Commission dans les quinze jours suivant sa conclusion, les parties ne peuvent être poursuivies aux termes de l'article 45 de la *Loi sur la concurrence*. La même disposition prévoit que le Commissaire de la concurrence nommé au titre de cette loi peut avoir accès aux ententes ainsi déposées. Si ce dernier estime qu'une entente est contraire à l'intérêt public, il peut demander à la Commission de l'examiner. La Commission fixe alors les redevances et les modalités afférentes à la licence.

En 2011-2012, 144 ententes ont été déposées auprès de la Commission en vertu de l'article 70.5 de la *Loi*.

*Access Copyright*, qui gère les droits de reproduction, tels la numérisation et la photocopie, au nom d'auteurs, éditeurs et autres créateurs, a déposé 46 ententes autorisant divers utilisateurs, par voie de licence, à faire des copies des œuvres inscrites dans son répertoire. Ces ententes ont été conclues, entre autres, avec des établissements d'enseignement, des écoles de langues, des organismes à but non lucratif et des centres de reprographie.

La Société québécoise de gestion collective des droits de reproduction (COPIBEC) a déposé 97 ententes. COPIBEC est la société de gestion qui autorise, au Québec, la reproduction des œuvres des titulaires de droits québécois, canadiens (par le biais d'une entente de réciprocité avec *Access Copyright*) et étrangers. Les ententes déposées en 2011-2012 ont été conclues, entre autres, avec divers établissements d'enseignement, municipalités et organismes à but non lucratif.

Enfin, une entente a été déposée conjointement par *Access Copyright* et COPIBEC à l'égard de la Banque de Montréal.

